



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM2018-80 - Séance du 08 novembre 2018**

### ACTES

#### 7. Finances locales

##### 7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	19	24

Vote	
Pour	24
Contre	0
Abstention	0

L'an 2018, le 08 novembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 02 novembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 02 novembre 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna, MICHEL Yves

**Pouvoirs de :** Séverine MONIN pour David RIBEIRO - Jean-Luc DE LA CLERGERIE pour Sandrine GAUTIER - Christophe KASZUBA pour Béatrice BASSO – Olivier DURIX pour Jean-Luc MEISSONNIER – Patricia VANGREVELYNGHE pour François RODENAS

**Absents :** PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM2018-80 – BUDGET PRINCIPAL 2018 : DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 – INTÉGRATION DES FRAIS D'ÉTUDES ET D'INSERTION

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux relations usagers, aux finances, à la commande publique, au personnel, au social et aux commémorations informe que l'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit de sortir de l'actif les frais d'études (compte 2031) et d'insertion (compte 2033).

Si ceux-ci ont fait l'objet de travaux, il convient de les intégrer soit au compte d'immobilisations en cours (compte 23) dès le lancement des travaux, soit au compte d'immobilisation définitif (compte 21) dès lors que ceux-ci sont terminés, par une opération d'ordre budgétaire.  
 Si ces frais d'insertion et d'études n'ont pas été suivis de travaux, il convient de les amortir.

Les comptes 2031 et 2033 n'étant pas éligible au FCTVA, une intégration régulière aux comptes 21 et 23 permet de bénéficier de ce fonds de compensation.

**Vu** la délibération DLM2018-39 du 10 avril 2018 approuvant le budget primitif 2018,

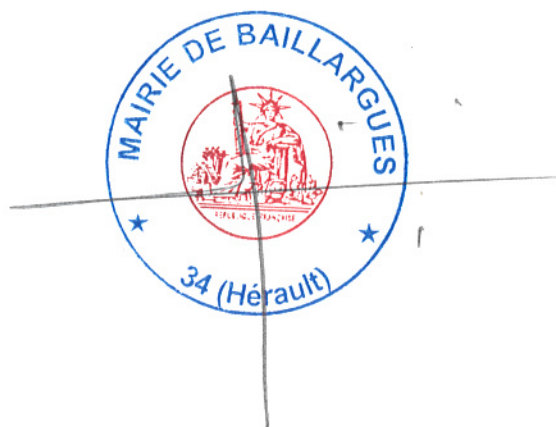
**Considérant** qu'il reste à l'actif des frais d'études et d'insertion, il est proposé au Conseil Municipal, l'intégration de ces dépenses dans le patrimoine de la Ville et d'ouvrir les crédits nécessaires pour un montant de 233 986,14 euros.

Section et Chapitre	Article	Désignation	Montant des crédits ouverts avant DM	Décision modificative	Montant des crédits ouverts après DM
SI – Dépenses – Chapitre 041	2128	Autres agencements et aménagements de terrains	0,00€	+95 688,06€	95 688,06€
	2113	Terrains aménagés autres que voiries	0,00€	+42 937,68€	42 937,68€
	21318	Bâtiments divers	0,00€	+88 500€	88 500€
	2111	Terrains nus	0,00€	+ 1 220,40€	1 220,40€
	2135	Installations générales, agencements, etc.	0,00€	+5 640€	5 640€
<b>TOTAL</b>				<b>233 986,14€</b>	<b>233 986,14€</b>
SI – Recettes – Chapitre 041	2031	Frais d'études	0,00€	+233 986,14€	233 986,14€
<b>TOTAL</b>			<b>0,00€</b>	<b>+233 986,14€</b>	<b>233 986,14€</b>

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** l'intégration de ces dépenses dans le patrimoine de la Ville et l'ouverture les crédits nécessaires pour un montant de 233 986,14 euros.

Pour extrait conforme,  
Le 09 novembre 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 19/11/2018

Reçu en préfecture le 19/11/2018

Affiché le



ID : 034-213400229-20181109-DLM2018\_80-DE